

Projet de Parc naturel marin de l'estuaire de la Gironde et de la mer des Pertuis

Consultation locale pour une adaptation de la gouvernance

*4 décembre 2014, Royan
8 décembre 2014, Bordeaux
10 décembre 2014, La Roche-sur-Yon*



Déroulé de la réunion

- 1. Rappel du contexte du projet de Parc**
- 2. Problématique : vers une gouvernance adaptée**
- 3. Proposition : 3 comités géographiques**
 - Principes
 - Zones géographiques de compétence
 - Composition
 - Compétences
- 4. Questions**



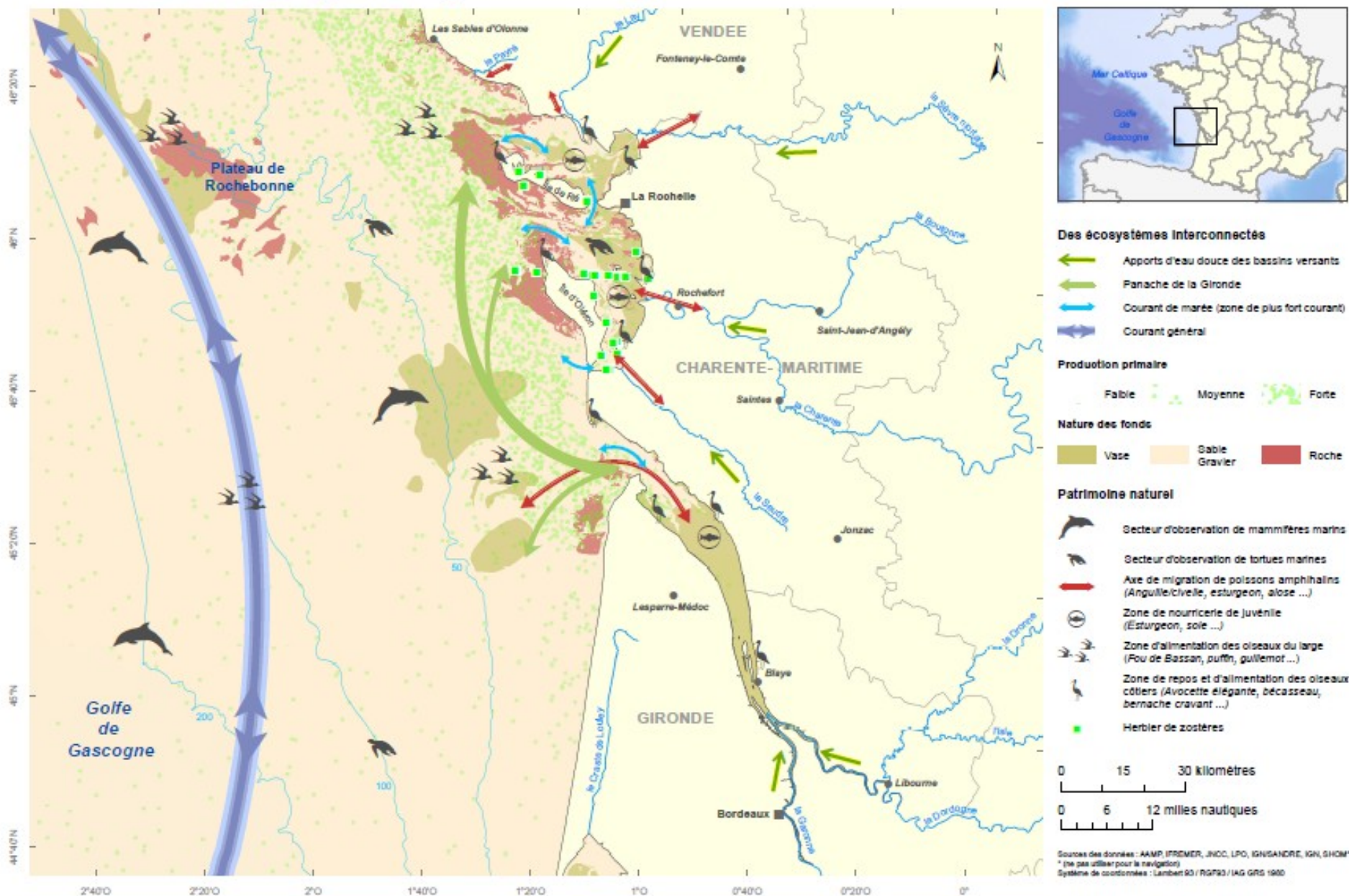
1- Rappel du contexte du projet de Parc naturel marin



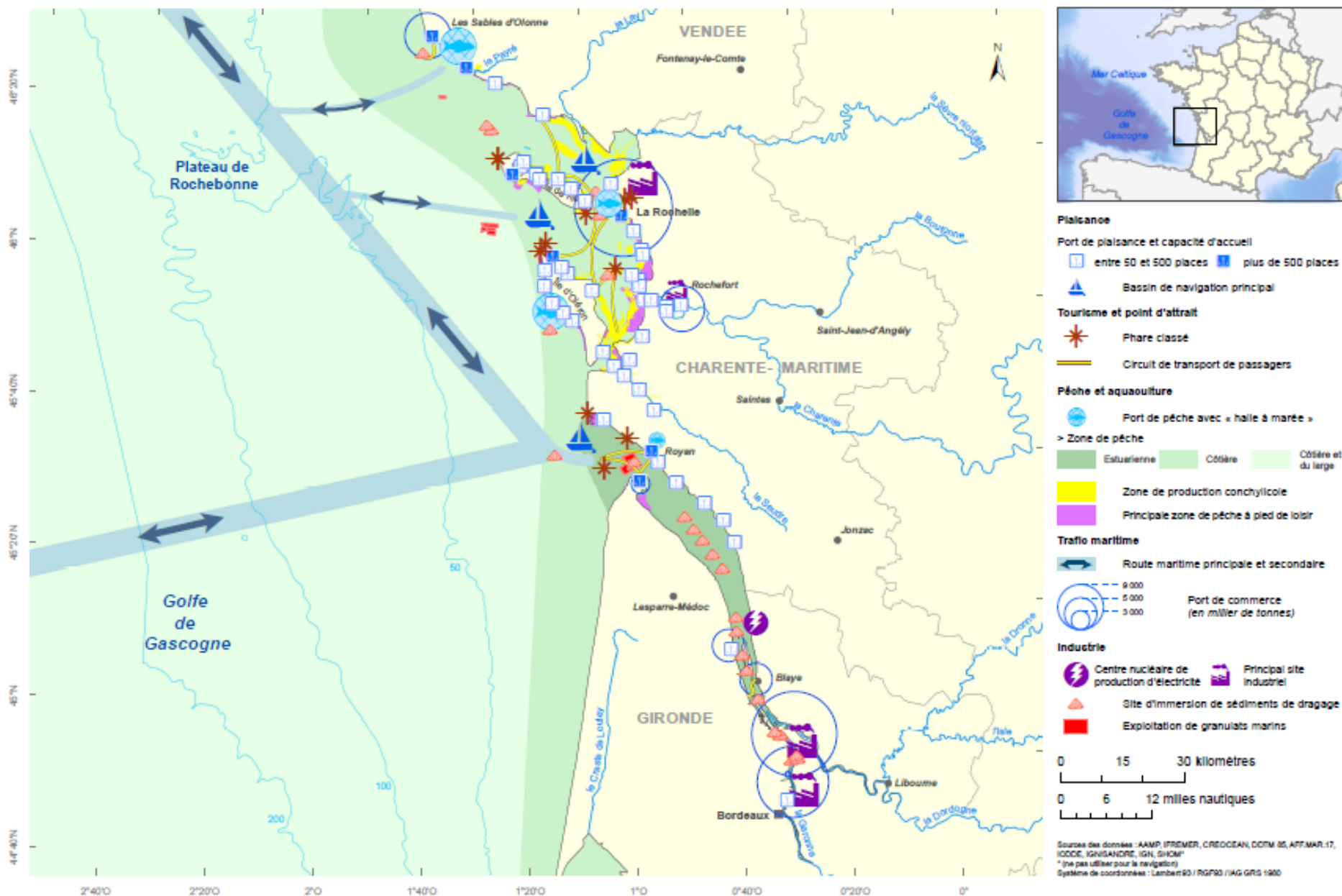
Enjeux du projet de Parc

- Synthèse du patrimoine naturel
- Synthèse des usages maritimes

Patrimoine naturel et écosystèmes : synthèse



Activités maritimes : synthèse



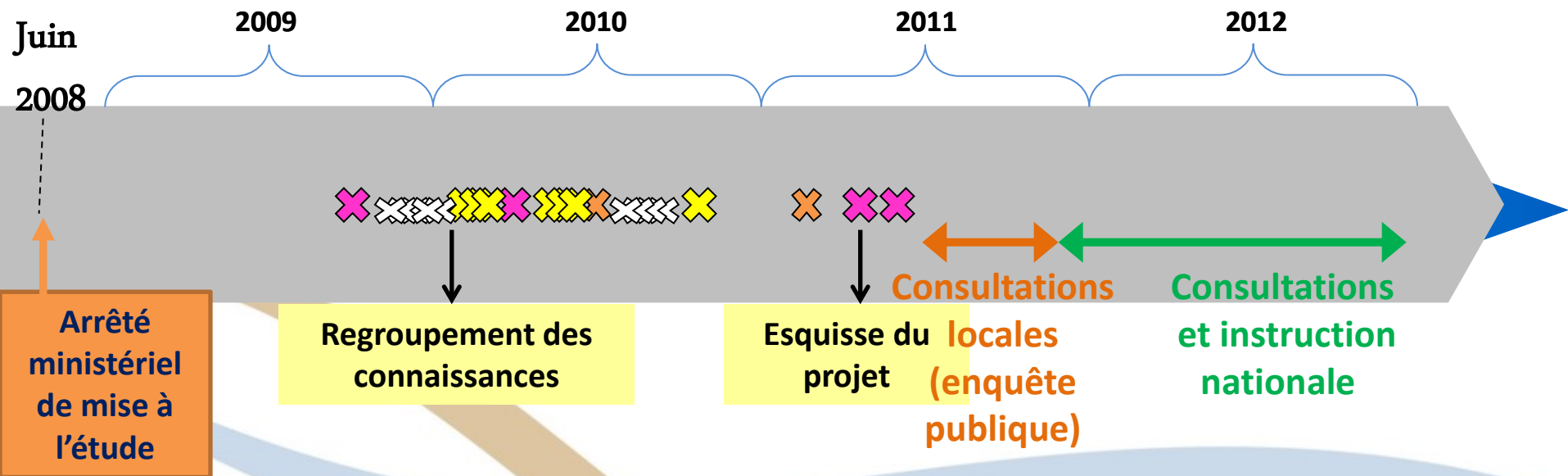


Les grandes étapes du projet

Phase 1: DIAGNOSTIC PARTAGÉ

Phase 2 : CONCERTATION,
ÉCOUTE DES ACTEURS

Phase 3: CONSULTATIONS



- Groups de travail
- COPIL Etat
- Comité de concertation
- Comités spécialisés



Les éléments du projet de décret : 3 piliers

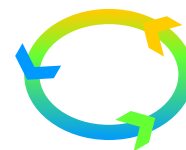
Un périmètre



Un conseil de gestion

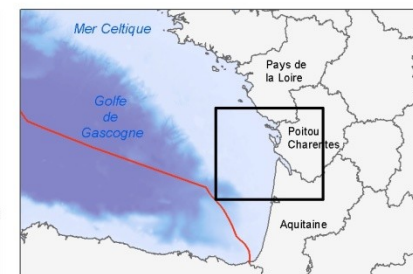
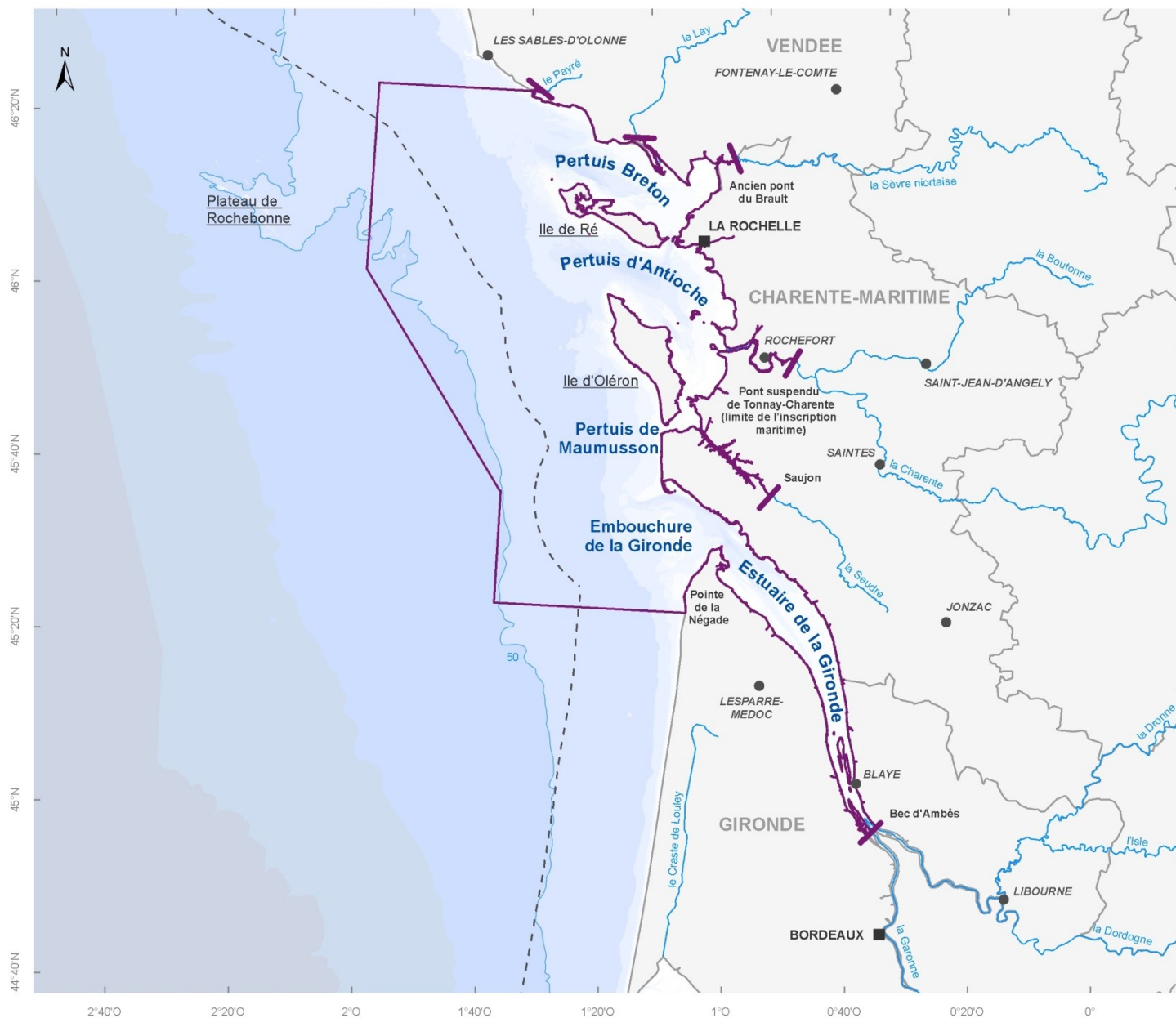


Des orientations de gestion



- Protection
- Développement durable
- Connaissance

Périmètre du projet de parc naturel marin



Zone soumise à enquête publique

- Limite en mer
- Délimitation dans les estuaires

Limite administrative

- Préfecture
- Sous-préfecture
- Limite de département (Vendée, Charente-Maritime et Gironde)

Délimitation maritime française *

- Limite de la mer territoriale
- Zone économique exclusive (ZEE)

0 15 30 kilomètres

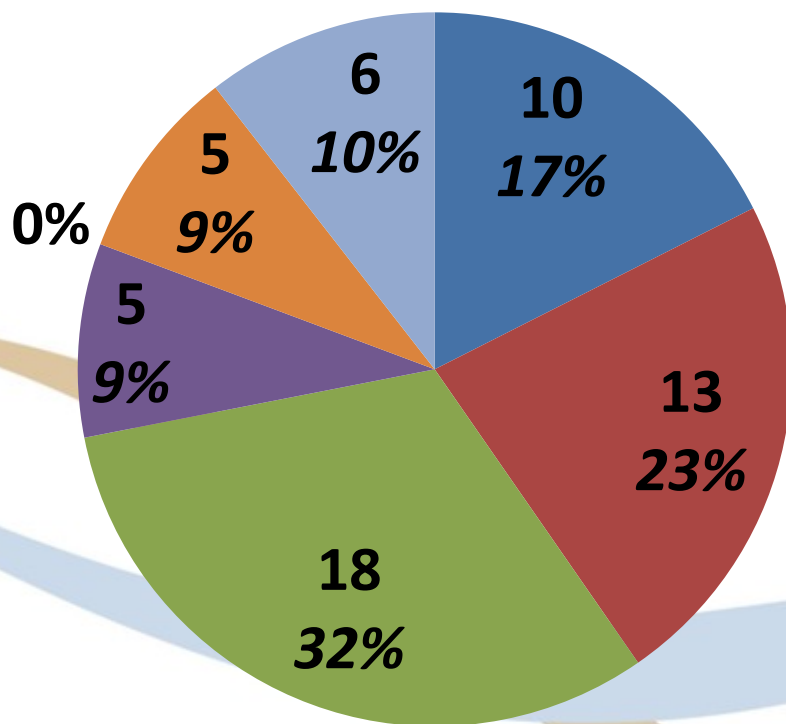
0 6 12 milles nautiques

Sources des données : AAMP, IGN/SANDRE, IGN, SHOM*
 * (ne pas utiliser pour la navigation)
 Système de coordonnées : Lambert 93 / RGF93 / IAG GRS 1980



Le conseil de gestion soumis à l'enquête publique

57 membres



- Etat
- Collectivités
- professionnels
- usagers de loisirs
- PNR
- associations environnementales
- personnalités qualifiées



Les orientations

CONNAISSANCE

- Améliorer et partager les connaissances scientifique et empirique des milieux marins, des espèces et des usages.

DEVELOPPEMENT DURABLE

- Promouvoir et développer les activités de pêche professionnelle (côtière et estuarienne), aquacoles et conchylicoles dans le respect des écosystèmes marins.
- Promouvoir et développer les activités maritimes portuaires et industrielles ainsi que les activités de loisirs dans le respect des écosystèmes marins.

PROTECTION

- Renforcer le lien « Mer & Terre » par le partenariat des acteurs concernés afin de préserver la qualité et la quantité des eaux.
- Préserver et restaurer les milieux et les fonctionnalités écologiques, dans un équilibre durable entre biodiversité et activités socio-économiques.
- Diffuser, auprès du plus grand nombre, la passion de la mer et impliquer chacun dans la préservation du milieu maritime et littoral.



2- Problématique : vers une gouvernance adaptée



Problématique posée

- ❖ un périmètre de projet de Parc :
 - fonctionnellement cohérent,
 - étendu **6 500 km²** (*golfe du Lion 4 000 km², Iroise 3 500 km², estuaires picards et mer d'Opale 2 300 km², Arcachon 420 km²*)
 - long linéaire de côtes (3 régions)
- ❖ prise en compte des **sujets très locaux**, sans incidence sur l'ensemble du périmètre
- ❖ prise en compte des **structures** de gouvernance et de gestion **existantes**



Vers une adaptation de la gouvernance

❖ **souhait de la ministre de l'écologie de répondre à cette problématique**

❖ **objectif : combiner**

➤ **gouvernance globale du projet**

➤ **avec gouvernance plus locale.**



**Une proposition autour de
trois comités géographiques**



3 comités géographiques : sur quels principes ?

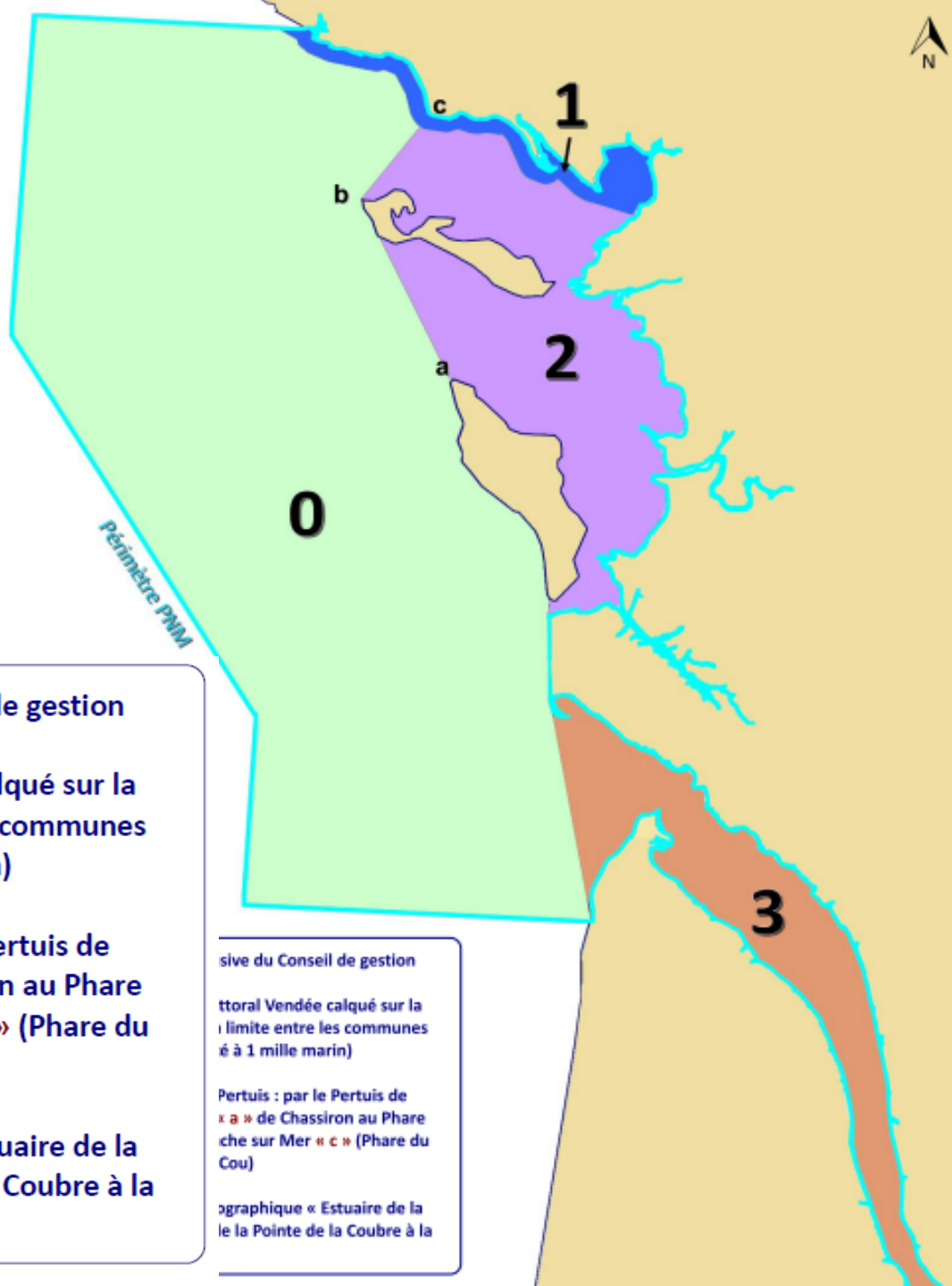
- ❖ instances **cohérentes** avec les **entités fonctionnelles** du projet de Parc
- ❖ instances locales de **discussion, concertation, et décision** sur des dossiers ne nécessitant pas de mobiliser l'ensemble des membres du conseil de gestion



3 comités géographiques : quelles zones de compétence ?



Zones de compétence



0 : Zone de compétence exclusive du Conseil de gestion

1 : Comité géographique du littoral Vendée calqué sur la limite nord du PNM jusqu'à la limite entre les communes de Marsilly et Esnandes (limité à 1 mille marin)

2 : Comité géographique des Pertuis : par le Pertuis de Maumusson, la ligne pointe « a » de Chassiron au Phare des Baleines « b » et à la Tranche sur Mer « c » (Phare du Grouin - Pointe du Grouin du Cou)

3 : Délimitation du comité géographique « Estuaire de la Gironde » fixée par la limite de la Pointe de la Coubre à la Pointe de la Négade

sive du Conseil de gestion

ttoral Vendée calqué sur la
i limite entre les communes
é à 1 mille marin)

Pertuis : par le Pertuis de
« a » de Chassiron au Phare
che sur Mer « c » (Phare du
Cou)

ographique « Estuaire de la
le la Pointe de la Coubre à la



3 comités géographiques : quelles compétences?

- ❖ **compétents sur sujets, projets, activités dès**
lorsque ceux-ci n'ont pas d'influence sur les
autres zones du Parc.
- ❖ **délégation du conseil de gestion, compétents**
pour prendre des décisions dans la limite des
attributions déléguables par le conseil de gestion
au bureau.



**nécessite une adaptation du code
de l'environnement : amendement
au projet de loi biodiversité**



Délégations de compétences au bureau

article R.334-33

du code de l'environnement

- ❖ Article R334-33, 6° : avis simples ou conformes sur les demandes d'autorisations d'activités
- ❖ Article R334-33, 7° : avis sur les SMVM
- ❖ Article R334-33, dernier alinéa : propositions de mesures de protection et de gestion durable aux autorités compétentes.



Les compétences déléguables devront être fixées dans le règlement intérieur du conseil de gestion



Rappel sur l'avis conforme

L334-5 : *Lorsqu'une activité est susceptible d'altérer de **façon notable** le milieu marin d'un parc naturel marin, l'autorisation à laquelle elle est soumise ne peut être délivrée que sur **avis conforme** de l'Agence des aires marines protégées ou, sur délégation, du conseil de gestion.*



Plus qu'un pouvoir de veto, il faut
considérer l'avis conforme comme
une incitation à proposer dans un
PNM des projets exemplaires



3 comités géographiques : quelle composition ?

nécessaire **cohérence**
et **transversalité** des décisions



comités géographiques = **émanations** du conseil
de gestion :

**les membres des comités géographiques sont
choisis parmi les membres du conseil de gestion**



3 comités géographiques : quelle composition ?

❖ mais adaptations nécessaires du conseil de gestion proposé à l'enquête publique :

- pour ajouter des représentants locaux dans les comités géographiques
- quelques ajustements techniques

➡ + 12 représentants (57 à 69 membres)



Conseil de gestion révisé

69



57

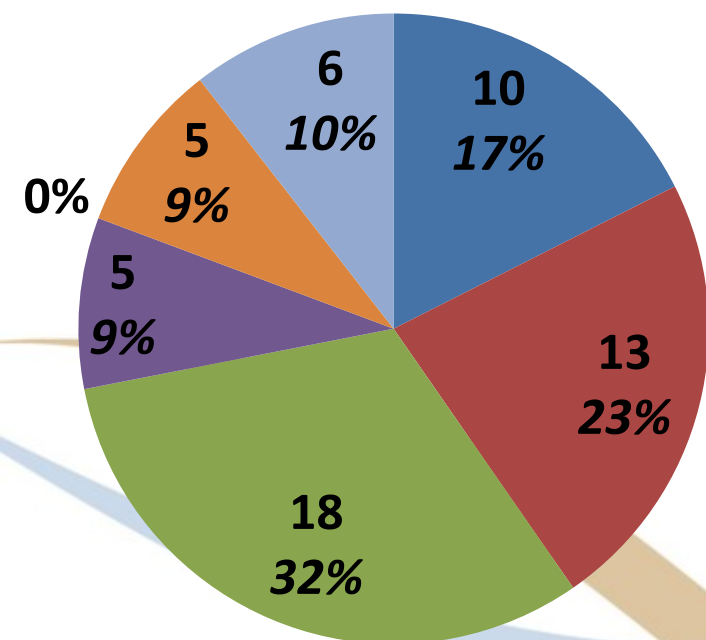
Conseil de gestion « enquête publique » Agence des
aires marines protégées

CR Pays de Loire,
+ 1 commune/EPCI 85
CRC Aquitaine (en remplacement 1 CRC
Poitou-Charentes)
Union française d'électricité
2 représentants des chambres agriculture
+ 1 plaisance
+ 1 comité régional olympique et sportif
+2 associations environnementales
+ 1 personnalité qualifiée
+ DREAL Pays de Loire
Établissement public marais poitevin
+ PNR marais poitevin
~~– DIRM NAMO~~

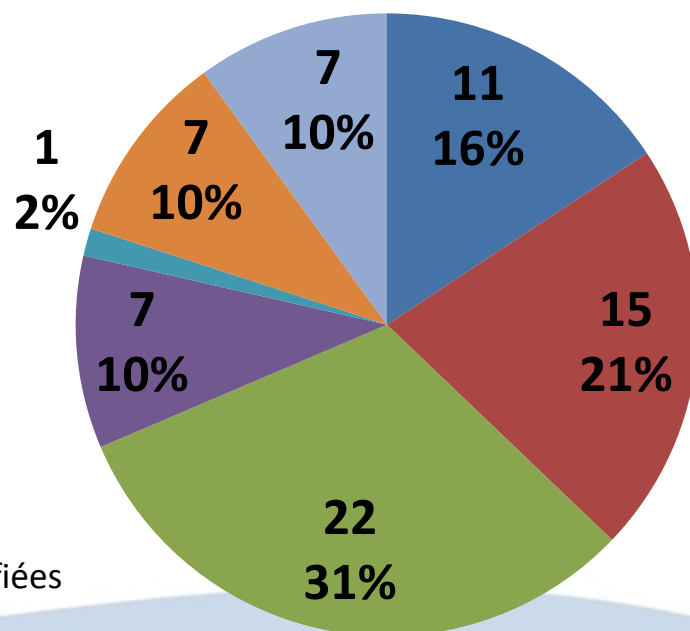


Evolution du conseil de gestion

Enquête publique - 57 membres



Nouvelle gouvernance - 69 membres



**Respect des équilibres
entre les collèges**



Conseil de gestion révisé

69 MP 42

10

12

11

LV
32

EG
42





Collectivités

Membres	CG enquête pub	CG "révisé"	comité "littoral vendéen"	comité "mer des Pertuis"	comité "estuaire de la Gironde"
1 CR Pays de Loire	0	1	1	1	
1 CR Poitou-Charentes	1	1	1	1	1
1 CR Aquitaine	1	1			1
1 CG Vendée	1	1	1	1	
2 CG Charente-maritime	2	2	1	2	1
1 CG Gironde	1	1			1
1 commune/EPCI Vendée => 2	1	2	1	1	
3 communes/EPCI Charente-maritime	3	3	1	3	1
2 communes/EPCI Gironde	2	2			2
1 syndicat mixte dvt dur estuaire Gironde	1	1			1
Nombre de membres	13	15	7	9	8
%	23%	22%	22%	21%	19%

Membres	CG enquête pub	CG "révisé"	LV	MP	EG
1 CRPMEM Pays-Loire	1	1	1	1	0
1 CRPMEM Poitou-Charentes	1	1	1	1	1
1 CRPMEM Aquitaine	1	1			1
1 Association agréée départementale des pêcheurs professionnels en eau douce de la Gironde ;	1	1			1
1 Organisation des producteurs du golfe de Gascogne ;	1	1		1	1
1 CRC Pays de la Loire ;	1	1	1	1	0
3 CRC Poitou-Charentes ; => 2	3	2	1	2	
					1
1 CRC Aquitaine	0	1			1
1 extracteurs de granulats ;	1	1		1	1
1 armateurs ;	1	1		1	1
2 unions maritimes et portuaires	2	2		1	
					1
1 Fédération des industries nautiques ;	1	1	1	1	1
1 Grand port maritime de La Rochelle ;	1	1	1	1	
1 Grand port maritime de Bordeaux ;	1	1			1
1 Union Française d'électricité	0	1		1	1
2 ports (un à dominante plaisance, l'autre à dominante pêche) gérés par une collectivité ;	2	2	2	2	2
0=> 1 => 2 représentant des chambres d'agriculture de Vendée, de Charente-Maritime ou de Gironde ;	0	2	1		
				1	1
Nombre de membres	18	21	9	15	15
%	32%	30%	28%	36%	36%



Usagers de loisirs

Membres	CG enquête pub	CG "révisé"	LV	MP	EG
1 => 2 plaisance ;	1	2	1	1	2
2 pêche de loisir ;	2	2	1	1	1
1 => 2 comités régionaux olympiques et sportifs ;	1	2	1	1	1
1 représentant des activités subaquatiques de loisirs	1	1		1	
Nombre de membres	5	7	3	4	4
%	9%	10%	9%	10%	10%



Associations de protection de l'environnement

Membres	CG enquête pub	CG "révisé"	LV	MP	EG
1 FNE	1	1	1	1	1
1 LPO	1	1	1	1	1
3 => 5 assos locales de protection de l'environnement ;	3	5	1		
				2	
					2
Nombre de membres	5	7	3	4	4
%	9%	10%	9%	10%	10%



Parcs naturels régionaux

Membres	CG enquête pub	CG "révisé"	LV	MP	EG
PNR Marais Poitevin	0	1	1		
Nombre de membres	0	1	1	0	0
%	0%	1%	3%	0%	0%

La structure préfiguratrice du projet de PNR en Médoc assistera avec **voix consultative** au conseil de gestion du Parc, ainsi qu'au comité estuaire de la Gironde.



Personnalités qualifiées

Membres	CG enquête pub	CG "révisé"	LV	MP	EG
2 au titre de leur expérience de gestion des milieux naturels, par les organismes de gestion des réserves naturelles situées dans le périmètre du parc naturel marin ou contiguës à celui-ci ;	2	2	1	1	
1 dans le domaine du développement durable des activités de pêche et de cultures marines, [sur proposition de l'Agia] ;	1	1			
1 dans le domaine de la conchyliculture, [sur proposition de l'IFREMER]	1	1	1	1	1
1 dans le domaine des phénomènes hydrosédimentaires ou de la gestion du trait de côte, [sur proposition de l'Université de La Rochelle ;]	1	1	1	1	1
1 dans le domaine des écosystèmes benthiques, [sur proposition de l'Université de la Rochelle]	0	1		1	1
1 dans le domaine des écosystèmes estuariens, [sur proposition de l'Université de Bordeaux et de l'IRSTEA.]	1	1		1	1
Nombre de membres	6	7	3	5	4
%	11%	10%	9%	12%	10%

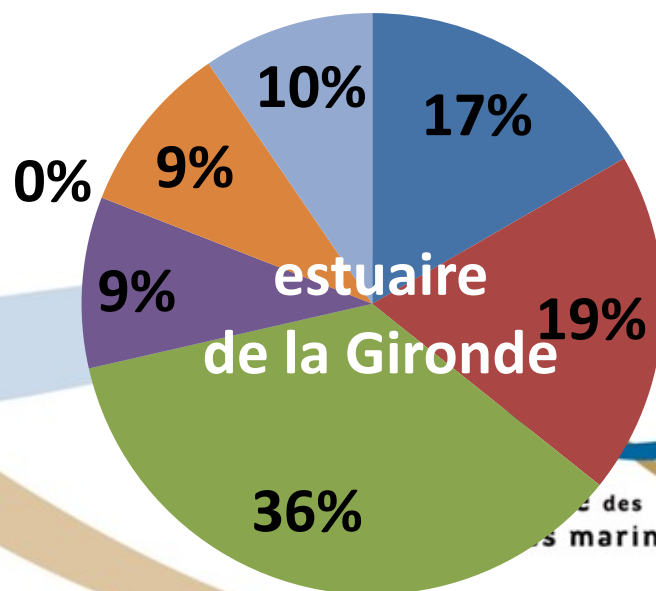
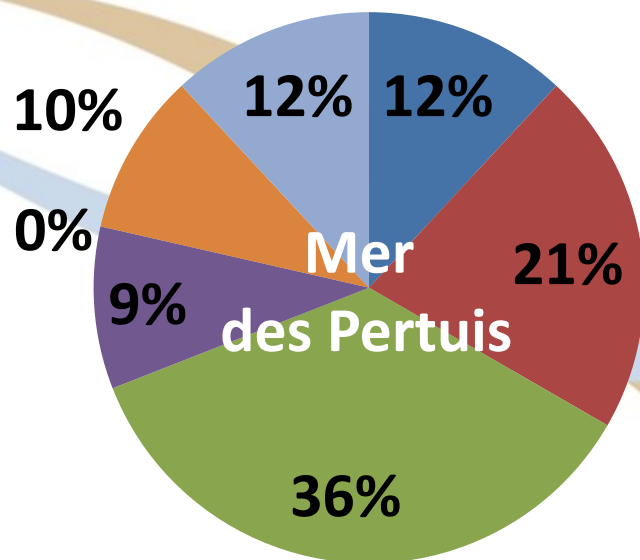
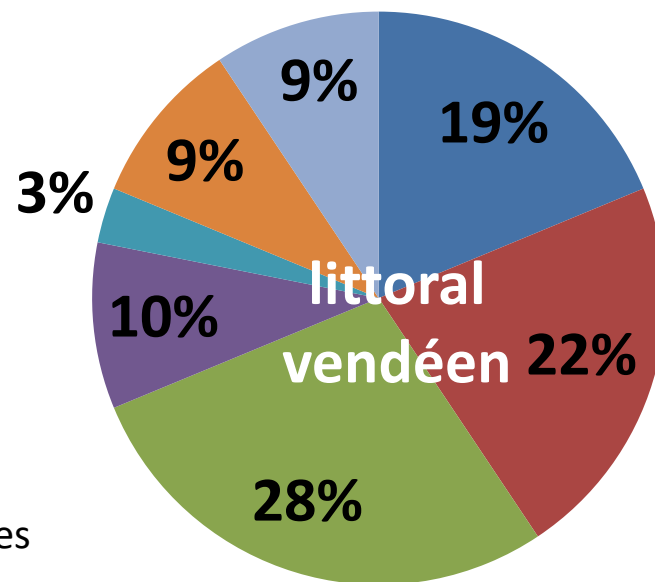
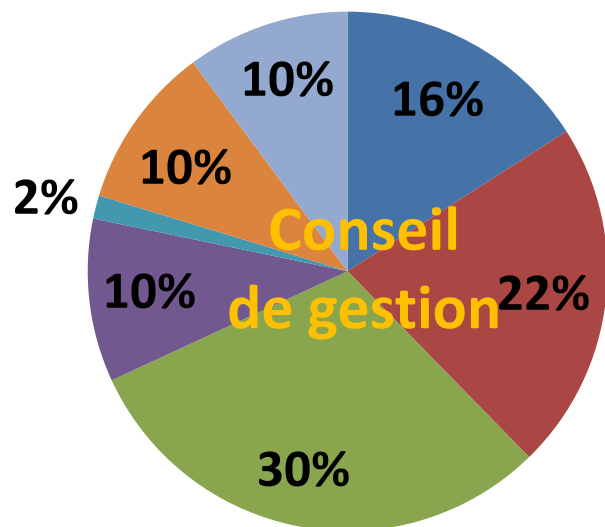
aires marines protégées



Etat et établissements publics

Membres	CG enquête pub	CG "révisé"	comité "littoral vendéen"	comité "mer des Pertuis"	comité "estuaire de la Gironde"
1 commandant zone maritime atlantique	1	1			
1 DIRM Nord atlantique Manche Ouest	1				
1 DIRM Sud-atlantique	1	1	1	1	1
1 DREAL Pays-de-Loire	0	1	1		
1 DREAL Poitou-Charentes	1	1		1	1
1 DREAL Aquitaine	1	1			1
1 DDTM Vendée	1	1	1	1	
1 DDTM Charente-maritime	1	1	1	1	1
1 DDTM Gironde	1	1			1
1 par le directeur de l'Agence de l'eau Adour-Garonne / [pays de Loire]	1	1	1	1	1
1 par le directeur du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres ;	1	1			1
1 établissement public du marais poitevin	0	1	1		
Nombre de membres	10	11	6	5	7
%	18%	16%	19%	12%	17%

- Etat
- Collectivités
- professionnels
- usagers de loisirs
- PNR
- associations environnementales
- personnalités qualifiées





Des orientations de gestion

Un conseil de gestion



**Comité
géographique
« littoral vendéen »**

Comité géographique « mer des Pertuis »

Comité géographique « estuaire de la Gironde »





4- Questions



**Merci de votre
attention**

